

Publications périodiques

Comptes annuels

SOCIETE DE PROMOTION ET DE PARTICIPATION POUR LA COOPERATION ECONOMIQUE

Société anonyme au capital de 693 079 200 €.
Siège social : 151 rue Saint-honoré, 75001 Paris
310 792 205 RCS Paris.

Documents comptables approuvés par l'assemblée générale du 30 mai 2018

I) Bilan au 31 décembre 2017

(En milliers d'euros)

<u>Actif</u>	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, banques Centrales	2	7
Créances sur les établissements de crédit	2 377 705	2 678 830
A vue	110 725	110 435
<i>dont entreprises liées</i>	107 432	109 585
<i>dont pour compte de tiers</i>	470	0
A terme	2 266 981	2 568 395
<i>dont entreprises liées</i>	308 204	323 947
<i>dont pour compte de tiers</i>	37 237	47 369
Opérations avec la clientèle	1 968 159	2 018 050
<i>dont pour compte de tiers</i>	146 899	114 385
Obligations et autres titres à revenus fixes	28 464	34 877
Participation et autres titres détenus à long terme	767 992	649 201
<i>dont pour compte de tiers</i>	0	5 130
Immobilisations incorporelles	0	0
Immobilisations corporelles	1 605	1 017
Autres actifs	11 730	2 242
<i>dont entreprises liées</i>	1 046	35
Comptes de régularisation	18 937	16 347
<i>dont entreprises liées</i>	11 027	10 963
Total actif	5 174 595	5 400 573

<u>Hors bilan</u>	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de financement	665 778	659 467
<i>en faveur d'établissements de crédit</i>	252 888	323 061
<i>en faveur de la clientèle</i>	412 890	336 407
Engagements de garantie	94 778	30 596
<i>d'ordre d'établissement de crédit</i>	62 401	30 492
<i>d'ordre de la clientèle</i>	32 378	104
Total engagements donnés	760 556	690 064

<u>Passif</u>	31/12/2017	31/12/2016
CAISSE BANQUES CENTRALES	76	0
Dettes envers les établissements de crédit	3 658 682	4 029 295
A vue	0	0
<i>dont entreprises liées</i>	0	0
A terme	3 658 682	4 029 295
<i>dont entreprises liées</i>	3 658 545	4 029 158
Autres passifs	508 537	404 119
<i>dont pour compte de tiers</i>	186 926	168 171
Comptes de régularisation	20 639	4 956
<i>dont entreprises liées</i>	8 214	987
Provisions	64 365	66 861
Capitaux propres	922 295	895 341
capital souscrit	724 898	724 898
<i>dont prime d'émission</i>	31 819	31 819
réserve légale	16 576	13 554

Total passif

5 174 595

5 400 573

Hors bilan	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de financement	1 421 965	1 359 574
<i>reçus d'établissements de crédits</i>	1 395 081	1 359 574
<i>dont entreprises liées</i>	1 395 081	1 359 574
Engagements de garantie	1 037 000	1 208 652
<i>reçus d'établissements de crédits</i>	1 037 000	1 208 652
<i>dont entreprises liées</i>	941 361	1 083 964
	2 458	2 568
Total engagements reçus	965	227

II) Compte de résultat 2017 au 31 décembre 2017

(En milliers d'euros)

Compte de résultat	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	254 490	260 929
<i>Sur opérations avec les établissements de crédit</i>	105 315	110 938
<i>dont entreprises liées</i>	12 171	13 394
<i>Sur opérations avec la clientèle</i>	148 027	148 542
<i>Sur obligations et autres titres à revenus fixes</i>	1 149	1 449
Intérêts et charges assimilées	-160 440	-168 121
<i>Sur opérations avec les établissements de crédit</i>	-160 440	-168 121
<i>dont entreprises liées</i>	-160 037	-167 864
Revenus des titres à revenu variable	7 909	12 308
Commissions (Produits)	23 421	26 945
Commissions (Charges)	-346	-942
<i>dont entreprises liées</i>	0	-409
Autres produits d'exploitation bancaire	1 227	0
Autres charges d'exploitation bancaire	0	-289
Produit net bancaire	126 261	130 831
Autres frais administratifs	-52 447	-44 906
<i>dont entreprises liées</i>	-37 091	-29 643
Dotations aux amort.et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-339	-268
Résultat brut d'exploitation	73 475	85 657
Coût du risque	-21 530	-25 286
Résultat d'exploitation	51 946	60 371
Gains ou perte sur actifs immobilisés	11 492	29 763
Résultat courant avant Impôt	63 438	90 134
Résultat exceptionnel	-637	-2 978
Produits exceptionnels	1 454	27
Charges exceptionnelles	-2 090	-3 005
Impôt sur les bénéfices	-14 692	-26 715
Résultat net	48 109	60 441

III) Affectation du résultat 2017

L'Assemblée générale ordinaire, sur la proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice écoulé d'un montant de 48 108 529,77 € majoré du report à nouveau disponible d'un montant de 132 712 616,83 € formant le bénéfice distribuable de 180 821 146,60 € de la façon suivante :

- Fonds de réserve légale, cinq pour cent des bénéfices nets de l'exercice arrondis au millier supérieur : 2 406 000,00 € ;
- Distribution de dividendes par action de 0,3887 €, représentant un montant de : 16 837 985,42 €, soit, 2,43 % du capital (dont une somme de 122,06 € éligible à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158.3 du CGI) ;
- Et le solde, soit 161 577 161,18 € au compte report à nouveau.

1. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Par courrier du 7 Octobre 2016, l'administration fiscale a soumis Proparco à la vérification de l'ensemble de ses déclarations fiscales portant sur la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2015. La mission de contrôle a débuté le 20 octobre 2016 et s'est achevée à la fin de l'exercice 2017. La DGFP a en effet émis une proposition de rectification non matérielle. A la date d'arrêt, l'avis de mise en recouvrement n'a pas été réceptionné.

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES.

2-1 GENERALITES SUR LES COMPTES

Les comptes annuels de Proparco sont présentés selon les principes comptables applicables en France aux établissements de crédit, conformément au règlement de l'ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les comptes annuels comprennent le bilan, le compte de résultat, le hors bilan et l'annexe qui complète l'information donnée par les deux premiers documents. Ils ont été établis dans le respect des principes de prudence, de continuité de l'exploitation, d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes.

2-2 CONVERSION DES OPERATIONS EN DEVISES

Les créances, dettes, engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change au comptant à la clôture de chaque arrêté.

La conversion de ces opérations libellées en devises aux dates d'arrêt fait apparaître un écart constaté au compte de résultat, à l'exception des opérations suivantes, pour lesquelles l'écart est conservé dans un compte de régularisation :

- ✓ titres de participation libellés en devises et financés en euros,
- ✓ instruments financiers enregistrés au hors-bilan,
- ✓ éléments du bilan et du hors-bilan libellés en devises non liquides.

Les produits et charges libellés en devises, relatifs à des prêts, des emprunts, des titres ou des opérations de hors-bilan, sont enregistrés dans des comptes de produits et charges ouverts dans chacune des devises concernées, les conversions s'effectuant aux dates d'arrêt mensuel.

Les produits et charges libellés en devises sont fixés mensuellement en euro et les variations ultérieures du cours des devises font apparaître une perte ou un gain de change en compte de résultat.

2-3 CREANCES ET DETTES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET SUR LA CLIENTELE

Dans le bilan, la rubrique "A vue" du poste "Créances sur les établissements de crédit" comprend principalement le compte-courant de PROPARCO ouvert dans les livres de l'AFD (Agence Française de Développement).

Dans la rubrique "A terme", sont enregistrés les encours des prêts à des établissements financiers et les dépôts à terme effectués auprès de l'AFD (y compris les intérêts courus).

Les "Créances sur la clientèle" regroupent les encours nets des prêts aux sociétés non financières, les prêts participatifs, les autres prêts subordonnés à terme et les avances de PROPARCO en comptes-courants d'actionnaire, ainsi que les créances rattachées (y compris les intérêts courus).

Dans le compte de résultat, les produits enregistrent les intérêts courus échus et non échus calculés prorata temporis sur les activités de portefeuille, sur les avances en comptes-courants d'actionnaires, sur les prêts et les dépôts à terme.

Conformément au règlement 2014-07 de l'ANC du 26 novembre 2014, les encours douteux compromis et les encours restructurés sont distingués en :

Encours douteux compromis :

Il s'agit des encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquels aucun reclassement en encours sain n'est prévisible. En application du règlement 2014-07 de l'ANC, sont en tout état de cause classés dans cette catégorie les encours présentant des impayés depuis plus de 12 mois consécutifs à compter de leur déclassement en douteux et les contrats de crédit déchus de leur terme.

Les encours douteux compromis au 31 décembre 2017 s'élèvent à 32,1 M€, et concernent exclusivement les créances à la clientèle.

Encours restructurés a des conditions hors marché :

Ils doivent être identifiés au sein de l'encours sain. PROPARCO n'a recensé aucun encours restructuré à des conditions hors marché au cours du semestre. En effet, les réaménagements de concours accordés sur l'année ont été réalisés à des conditions proches de celles habituellement appliquées par PROPARCO.

Une restructuration pour cause de difficultés financières de l'emprunteur entraîne une modification des termes du contrat initial pour permettre à l'emprunteur de faire face aux difficultés financières qu'il rencontre. Si, compte tenue de la modification des conditions de l'emprunt, la valeur actualisée des nouveaux flux futurs attendus au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif est inférieure à sa valeur comptable, une décote doit être comptabilisée pour ramener la valeur comptable à la nouvelle valeur actualisée. Pour Proparco, aucun encours restructuré n'a nécessité la comptabilisation d'une décote dans les comptes au 31/12/2017.

Les dettes à terme représentent le montant total des emprunts contractés auprès de l'Agence Française de Développement.

2-4 PARTICIPATIONS ET ACTIVITES DE PORTEFEUILLE

Les participations sont initialement comptabilisées à l'actif du bilan pour leur valeur d'acquisition. Il peut s'agir de titres dont la détention durable est estimée utile à l'activité de Proparco ou de titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations, afin de créer un lien privilégié avec la société émettrice.

Les produits de titres à revenu variable enregistrés en résultat représentent les dividendes et jetons de présence perçus ou à recevoir.

2-5 OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE

Ces titres sont inscrits à leur prix d'acquisition. Les différences entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement sont enregistrées au compte de résultat sur la durée de vie des titres concernés. Les intérêts courus à percevoir attachés aux obligations et autres titres à revenu fixe de placement sont portés dans un compte de créances rattachées. A la clôture de chaque arrêté, les titres sont estimés sur la base de leur valeur probable de négociation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation.

2-6 LA COUVERTURE DES RISQUES

La couverture des risques est assurée au moyen de trois types de dotations :

- dépréciation des titres

Elles sont constituées pour ramener les titres à leur valeur d'usage si celle-ci est estimée inférieure au coût d'acquisition. La valeur d'utilité d'une participation est évaluée en fonction de la situation nette de l'entreprise – ou de la valeur liquidative pour les fonds d'investissement – de ses perspectives estimées à partir des informations

- dépréciation des créances douteuses

Les prêts comportant une ou plusieurs échéance(s) impayée(s) de plus de 3 mois sont systématiquement déclassés en encours douteux, conformément à la réglementation bancaire. A ce titre, les intérêts échus impayés et les intérêts courus sont dépréciés à 100%, et les prêts font éventuellement l'objet de dépréciations sur le principal, étudiées au cas par cas à l'issue de la cotation et conformément au règlement 2014-07 de l'ANC du 26 novembre 2014.

Les créances douteuses font l'objet de dépréciations enregistrées en diminution de l'actif, destinées à couvrir la perte probable qui en résultera. Ces dépréciations correspondent, en valeur actualisée, à l'ensemble des pertes prévisionnelles au titre des encours douteux ou douteux compromis. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux, déduction faite des flux déjà encaissés, et les flux prévisionnels. Les flux sont actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine des encours pour les prêts à taux fixe et au dernier taux d'intérêt effectif pour les prêts à taux variable.

- provision pour risque collectif

PROPARCO a déterminé un provisionnement pour risques collectifs sur des portefeuilles homogènes constitués pour les biens publics, le secteur financier et le secteur productif dont le montant et l'évolution sont déterminés sur la base d'une matrice calculant la perte résiduelle estimée (PRE) qui tient compte de la qualité et de la durée résiduelle du portefeuille.

Au 31 décembre 2017, reprise nette comptabilisée pour 1,4 M€, ramenant ainsi la provision pour risques collectifs à 63,1 M€ contre 64,5 M€ en 2016.

2-7 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement constituées de logiciels. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur 3 années.

2-8 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations :

- | | | |
|--------------------|---|-----------------------|
| - petit équipement | : | linéaire sur 3 années |
| - mobilier | : | linéaire sur 5 années |
| - matériel | : | linéaire sur 5 années |

2-9 FONDS POUR COMPTE DE TIERS

Les fonds pour compte de tiers sont enregistrés dans les autres passifs. Ils comprennent les soldes des fonds gérés pour le compte de l'organisme EFP (European Financing Partners) et du FMO.

2-10 HORS-BILAN

Les engagements de financement donnés enregistrent le montant des restes à verser sur les financements autorisés par le Conseil d'administration pour les opérations de prêts, de comptes-courants d'actionnaire et d'obligations convertibles, lorsque les conventions sont signées.

Les engagements de garantie donnés comprennent des formes variées de garanties accordées par PROPARCO à des établissements de crédit et à la clientèle.

Les engagements de financements reçus concernent des ressources mobilisables auprès de l'AFD (pour 1 395 M€) et de l'Union européenne (pour 27 M€).

Les engagements de garantie reçus (1 037 M€) correspondent à des garanties reçues d'établissement de crédit en couverture d'opérations de prêts. Ils comprennent essentiellement à la fin de l'année 2017 la garantie au titre des sous-participations AFD pour 941,3 M€.

Les engagements de financement donnés sur conventions non signées ne sont pas inscrits dans le hors-bilan publiable, conformément à la réglementation bancaire.

3. EVENEMENT SIGNIFICATIF POSTERIEUR AU 31 DECEMBRE 2017

Aucun évènement significatif postérieur à la clôture du 31 décembre 2017.

4. AUTRES INFORMATIONS

L'exercice comptable comporte 12 mois.

Informations sur les États ou territoires non coopératifs

L'article L.511-45 du Code monétaire et financier (modifié par Ordonnance n° 2014-158 du 20 février 2014-art.3) impose aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale.

La loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires élargit la liste des informations requises par les banques sur leurs implantations dans les ETNC.

Proparco ne détient, au 31 décembre 2017, aucune implantation dans les États ou territoires non coopératifs.

Consolidation

Les comptes de la Société sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de l'AFD, établissement public à caractère industriel ou commercial, ayant son siège social à Paris, 5 rue Roland Barthes, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro B 775 665 599.

L'AFD détient 64,95 % de Proparco au 31 décembre 2017.

IV) Les annexes**NOTE 1 - CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET CLIENTELE (en milliers d'euros)**

	31/12/2017	31/12/2016
A VUE	110 725	110 435
Intérêts courus	27	14
<i>Dont pour compte de tiers</i>	0	0
Capital correspondant	110 698	110 422
<i>Dont pour compte de tiers</i>	0	0
A TERME	2 266 981	2 568 395
Intérêts courus	21 462	22 990
<i>Dont douteux</i>	568	974
<i>dont pour compte de tiers</i>	215	269
Capital correspondant	2 273 324	2 561 967
<i>Dont douteux</i>	45 848	53 148
<i>Dont douteux compromis</i>	0	0
<i>dont pour compte de tiers</i>	37 022	47 101
Dépréciation sur prêts à terme	-27 805	-16 561
<i>Dont douteux compromis</i>	0	0
Dont Prêts participatifs et prêts subordonnés	103 431	116 221
Intérêts courus	2 201	1 785
<i>Dont douteux</i>	79	193
Capital correspondant	109 569	123 007
<i>Dont douteux</i>	8 261	8 378
Dépréciations	-8 340	-8 570
TOTAL CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	2 377 705	2 678 830
Prêts en comptes-courants d'actionnaire	0	0
Intérêts courus	0	0
<i>Capital</i>	0	0
Autres prêts à des sociétés	1 905 123	1 968 280
Intérêts courus	20 267	21 825
<i>dont douteux</i>	1 954	1 819
<i>dont douteux compromis</i>	26	23
<i>dont pour compte de tiers</i>	1 782	1 915
Capital	1 970 309	2 032 520
<i>dont douteux</i>	164 616	177 116
<i>dont douteux compromis</i>	32 138	33 153
<i>dont pour compte de tiers</i>	145 117	112 470
Dépréciations	-85 453	-86 066
<i>dont douteux compromis</i>	-25 522	-26 357
Prêts participatifs et prêts subordonnés	63 036	49 770
intérêts courus	882	760
capital	62 156	49 292
<i>dont douteux</i>	400	282
Dépréciations	-2	-282
TOTAL CREANCES SUR LA CLIENTELE	1 968 159	2 018 050
TOTAL A L'ACTIF	4 345 864¹	4 696 880¹

¹ Dont sous participations en risque et trésorerie pour le compte de l'AFD pour 941 748 K€ (1 083 964K€ en 2016)

VENTILATION SELON LA DUREE RESIDUELLE	Durée < 3 mois	De 3 mois à 1 AN	De 1 à 5 ans	Durée > 5 ans	Créances rattachées ou dépréciations non	Total
---	----------------------	------------------------	-----------------	------------------	---	-------

					ventilables	
Dépôts à terme	5 442	105 519	136 808	100 151	2 457	350 378
Autres prêts à terme établissements de crédit	50 450	343 462	1 167 053	327 201	19 005	1 907 171
Prêts pour compte de tiers (capital+créances rat.)	6 164	0	23 554	7 304	215	37 237
Dépréciations					-27 805	-27 805
TOTAL CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	62 056	448 981	1 327 415	434 656	-6 128	2 266 981
Crédits à la clientèle	132 541	156 536	747 750	850 520	19 367	1 906 714
Crédits pour compte de tiers	5 552	10 827	54 367	74 371	1 782	146 899
Dépréciations					-85 453	-85 453
TOTAL CREANCES SUR LA CLIENTELE	138 093	167 363	802 117	924 891	-64 304	1 968 159

Les impayés, exigibles immédiatement, et les douteux, dont la durée résiduelle est inconnue, sont reportés dans la colonne < à 3 mois

VENTILATION DES ENCOURS BRUTS EN CAPITAL PAR ZONE GEOGRAPHIQUE (hors encours pour compte de tiers)	31/12/2017			31/12/2016		
	Encours Sains	Encours Douteux	Total Encours	Encours Sains	Encours Douteux	Total Encours
Afrique Australe et Océan Indien	174 668	13 034	187 702	181 777	8 581	190 358
Afrique Centrale et Afrique de l'Est	299 770	58 484	358 254	381 016	57 210	438 226
Afrique de l'Ouest	650 062	4 590	654 652	692 326	822	693 148
Multi-pays Afrique	65 445	0	65 445	78 207	0	78 207
Asie	449 342	75 191	524 533	605 349	87 058	692 407
Amérique Latine Caraïbes	1 012 061	8 121	1 020 182	1 049 820	8 971	1 058 791
Multi-zones	61 395	105	61 500	64 775	118	64 893
Méditerranée/ Maghreb	800 099	51 339	851 438	773 362	67 786	841 147
Outre-mer	69 849	0	69 849	88 366	0	88 366
Europe	9 997	0	9 997	9 333	0	9 333
TOTAL BRUT A L'ACTIF	3 592 688	210 864	3 803 552	3 924 331	230 546	4 154 877

NOTE 2 - PARTICIPATIONS ET ACTIVITES DE PORTEFEUILLE (en milliers d'euros)

Note 2 - PARTICIPATIONS ET ACTIVITES DE PORTEFEUILLE	Fonds Propres 31/12/2017	Fonds Tiers 31/12/2017	Total 31/12/2017	Fonds Propres 31/12/2016	Fonds Tiers 31/12/2016	Total 31/12/2016
Valeur Brute des Participations	824 192	0	824 192	686 318	5 130	691 448
<i>dont cotées</i>	62 690		62 690	49 408		49 408
<i>dont écart conversion actif</i>	24 025	0	24 025	10 287	0	10 287
<i>dont écart conversion passif</i>	-15 477	0	-15 477	-49 772	-1 307	-51 079
Dépréciations des Participations	-56 200		-56 200	-42 251		-42 251
<i>dont cotées</i>	13 263		13 263	12 147		12 147
Valeur brute des certificats d'investissement	0		0	4		4
VALEUR NETTE DU PORTEFEUILLE GLOBAL	767 992	0	767 992	644 071	5 130	649 201

Les participations pour compte de tiers dépréciées ne donnent pas lieu à une dépréciation dans les livres de PROPARCO qui ne supporte pas de risque sur ces opérations. Ces opérations sont réalisées pour le compte de la Banque Européenne d'Investissement et EFP

EVOLUTION DES PARTICIPATIONS SUR FONDS PROPRES	Brut 31/12/2016	Acquisitions	Cessions	Autres variations de l'encours	Brut 31/12/2017	Net 31/12/2017
Etablissements Financiers	92 483	30 000	12 061	-1 291	109 131	96 476
Autres Sociétés	593 839	167 546	18 558	-27 767	715 061	671 516

TOTAL	686 322	197 546	30 619	-29 058	824 192	767 992
-------	---------	---------	--------	---------	---------	---------

Au 31.12.2017, les participations souscrites sur fonds propres sont libérées pour 503 112 milliers d'euros et non libérées pour 321 080 milliers d'euros.

DEPRECIATION DES PARTICIPATIONS ET AUTRES ACTIVITES DE PORTEFEUILLE	Dépréciations 31/12/2016	Dotations	Reprises	Dépréciations 31/12/2017
Participations	42 250	19 388	5 438	56 200
TOTAL	42 250	19 388	5 438	56 200

OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENUS FIXES	31/12/2017	31/12/2016
AUTRES TITRES A REVENUS FIXES	8 996	7 589
Capital	0	0
Intérêts courus	8 996	7 589
OBLIGATIONS	19 468	27 288
Intérêts courus	642	640
Capital	18 826	26 648
TOTAL	28 464	34 877

NOTE 3 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES (en milliers d'euros)

Note 3 - IMMOBILISATIONS	Brut 31/12/2016	Acquisitions	Cessions	Autres	Brut 31/12/2016	Amortissements et Dépréciations	Net 31/12/2015
Immobilisations incorporelles	50	0	0	0	50	50	0
Immobilisations Corporelles & Assimilées	4 132	927	3	0	5 057	3 453	1 605
TOTAL	4 182	927	3	0	5 107	3 503	1 605

NOTE 4 - COMPTES DE REGULARISATION ET AUTRES ACTIFS, PASSIFS (en milliers d'euros)

Note 4 - COMPTES DE REGULARISATION ET AUTRES ACTIFS, PASSIFS	31/12/2017		31/12/2016	
	ACTIF	PASSIF	ACTIF	PASSIF
Frais et taxes à Récupérer	152		150	
Créances fiscales	8 466		90	
Etat - TVA	3 015		1 955	
Débiteurs Divers	97		47	
TOTAL AUTRES ACTIFS	11 730		2 242	
Produits à recevoir Divers	18 098		15 685	
. Dividendes et jetons de présence	3 625		695	
. Intérêts courus sur swap	9 441		9 083	
. Factures émises de prestations et commissions	5 032		5 907	
Charges Constatées d'avances	203		134	
Compte d'Ajustement sur Devises	636		526	
Divers	0		3	
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION ACTIF	18 937		16 347	
Versement à effectuer sur Participations		321 080		227 708
Dettes Fiscales		117		8 238
Créditeurs Divers		414		1
Fonds pour Compte de Tiers		186 926		168 171
. EDFI		184 453		161 759
. Banque Européenne d'Investissement / E.C.F.I.		0		88
. EFP		2 473		6 325
TOTAL AUTRES PASSIFS		508 537		404 119
Compte d'ajustement sur devises		0		0
Dettes Fournisseurs		3 551		3 967
Prestations de Service		8 211		987

A.F.D. à régler				
Produits constatés d'avances		0		2
Déport		0		0
Divers		8 878		0
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION PASSIF		20 639		4 956
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION ET AUTRES ACTIFS, PASSIFS	30 667	529 176	18 589	409 075

NOTE 5 - DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT (en milliers d'euros)

Note 5 - DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	Intérêts Courus	Capital Correspondant	Total Bilan 31/12/2017	Intérêts Courus	Capital Correspondant	Total Bilan 31/12/2016
A Vue	0	0	0	0	0	0
A Terme	30 229	3 628 453	3 658 682	33 158	3 996 137	4 029 295
TOTAL NET AU PASSIF	30 229	3 628 453	3 658 682	33 158	3 996 137	4 029 295

Les dettes à terme représentent le montant total des emprunts contractés auprès de l'Agence Française de Développement.

Ventilation selon la durée résiduelle des dettes envers les établissements de crédit	Durée < 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Durée > 5 ans	Dettes Rattachées	Total
Dettes à terme	100 175	490 622	1 876 056	1 161 600	30 229	3 658 682

NOTE 6 - PROVISIONS (en milliers d'euros)

Note 6 - PROVISIONS	31/12/2016	Dotations	Reprises	Variation de Change	Autre Mouvement	31/12/2017
Provision pour risque et charges	2 400	276	1 454	0	0	1 223
Provision pour risque collectif	64 462	5 887	7 205	0	0	63 143
TOTAL	66 861	6 163	8 659	0	0	64 365

NOTE 7 -CAPITAUX PROPRES (en milliers d'euros)

Note 7 - CAPITAUX PROPRES	31/12/2016	Affectation résultat 2016	Distribution de dividendes	Résultat 31/12/2017	31/12/2017
Capital souscrit	693 079				693 079
Prime d'émission	31 819				31 819
Report à nouveau	96 448	36 264			132 713
Réserve légale	13 554	3 022			16 576
Résultat	60 441	- 39 286	-21 154	48 109	48 109
TOTAL	895 341	0	-21 154	48 109	922 295

NOTE 8 - INTERETS ET PRODUITS/CHARGES ASSIMILES (en milliers d'euros)

Note 8 - INTERETS ET PRODUITS/CHARGES ASSIMILES	31/12/2017		31/12/2016	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Intérêts sur compte de Dépôts à vue		167		247
Intérêts sur compte de Dépôts à terme		4 905		4 950
Commissions sur opérations de Hors-Bilan		1 036		1 747
Intérêts sur prêts aux Sociétés de Crédit		93 186		96 676
Autres intérêts		7 135		8 321
Dotation / Reprise Dépréciations sur intérêts		-669		-536
Pertes sur Créances Irrécouvrables		-446		-468
Intérêts sur Emprunts A.F.D.	160 037		167 864	
Commissions	403		257	
TOTAL OPERATIONS AVEC ETABLISSEMENTS DE CREDITS	160 440	105 315	168 121	110 938
Intérêts		149 417		149 978
Commissions sur opérations de Hors-bilan		2 700		3 370
Dotation / Reprise Dépréciations sur intérêts		-1 948		-4 479
Pertes sur Créances Irrécouvrables		-2 143		-327
TOTAL OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE		148 027		148 542

TOTAL OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENUS FIXES		1 149		1 449
TOTAL INTERETS PRODUITS ET CHARGES ASSIMILES	160 440	254 490	168 121	260 929

NOTE 9 - REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES (en milliers d'euros)

Note 9 - REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES	31/12/2017	31/12/2016
Dividendes	7 841	12 213
Jetons de Présence	68	95
TOTAL	7 909	12 308

NOTE 10 - COMMISSIONS (en milliers d'euros)

Note 10 - COMMISSIONS	31/12/2017		31/12/2016	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Commissions de Dossiers sur opérations avec Etablissements de Crédit		2 859		3 877
Commissions de Dossiers sur opérations avec la Clientèle		7 784		9 763
Commissions financières d'instruction		1 126		1 085
Commissions de gestion		6 355		6 815
Commission sous Participation AFD		5 297		5 406
Commissions Financières Intermediation de Marchés	-3		635	
Commissions Financières d'Apporteur de Marchés	46		43	
Charges sur opérations Diverses	69		70	
Commissions gestion	235		195	
TOTAL	346	23 421	942	26 945

NOTE 11 - AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE (en milliers d'euros)

NOTE 11 - AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	31/12/2017	31/12/2016
Gain de Change net sur Opérations sur Prêts, Emprunts et Trésorerie	1 223	0
Divers	4	0
TOTAL	1 227	0

NOTE 12 - AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE (en milliers d'euros)

NOTE 12 - AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	31/12/2017	31/12/2016
Perte de Change nette sur Opérations sur Prêts, Emprunts et Trésorerie	0	-289
Divers	0	
TOTAL	0	-289

NOTE 13 - AUTRES FRAIS ADMINISTRATIFS (en milliers d'euros)

NOTE 13 - AUTRES FRAIS ADMINISTRATIFS	31/12/2017	31/12/2016
Prestations de Services AFD	36 716	29 201 ¹
dont personnel mis à disposition et engagement sociaux	25 453	20 971
dont prestations de gestion et appui technique	9 147	6 035
dont prestations de représentation	2 116	2 195
Charges communes facturées par l'AFD	104	179
Impôts et Taxes	2 170	3 410 ¹
Charges Diverses	13 458	12 116
dont autres charges	14 145	13 363
dont charges refacturées à l'AFD	0	0
dont charges refacturées à des tiers	-808	-1 247
dont charges honoraires de commissariat	1210	149
TOTAL	52 447	44 906

¹ recensement de la quote part de taxe ACP facturée par l'AFD**NOTE 14 - COÛT DU RISQUE (en milliers d'euros)**

NOTE 14 - COÛT DU RISQUE	31/12/2017	31/12/2016
Dépréciations en capital sur les Etablissements de Crédit	-15 147	-16 396
Reprises en Capital sur les Etablissements de Crédit	3 335	8 939
Dépréciations en Capital sur la Clientèle	-9 384	-16 602
Reprise en capital sur la Clientèle	5 174	2 527
Dotations provisions sur Risques Collectifs	-5 887	-12 505

Reprises provisions sur Risques Collectifs	7 205	10 107
Reprises provisions pour Risques et Charges	0	11
Dépréciations sur Garantie Versée		0
Reprises sur Garantie Versées		0
Pertes sur Créances irrécouvrables en Capital	-6 828	-1 368
TOTAL	-21 530	-25 286

Les passages en pertes concernant des douteux compromis s'élèvent à 211 K€

Et les récupérations sur créances antérieurement passées en pertes à 2 488 K€

NOTE 15 - GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES (en milliers d'euros)

NOTE 15 - GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES	31/12/2017	31/12/2016
Plus -Value (Moins-value) Nette sur Participations	20 290	36 638
Plus -Value (Moins-value) Nette sur immobilisations	-1	0
Résultat de Change sur Cession de Participations	5 153	3 269
Dotations pour Dépréciations	-19 387	-15 277
Reprise pour Dépréciations	5 438	5 133
TOTAL	11 492	29 763

Note 16 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (en milliers d'euros)

Note 16 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (en milliers d'euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Dotation au provision pour risque - litige	276		2 400	
Régularisations sur Exercices Antérieurs Charges	1 814		605	
Régularisations sur Exercices Antérieurs Produits		1 454		27
	2 090	0	3 005	27
RESULTAT	-637		-2 978	

NOTE 17 - RESULTAT COURANT APRES IMPOT (en milliers d'euros)

NOTE 17 - RESULTAT COURANT APRES IMPOT	Résultat Comptable Avant Impôt y compris impôts étrangers	Imputations Fiscales Nettes	Résultat Fiscal	Impôt sur les bénéfices (1)	Résultat Comptable Après Impôt
	(a)	(b)	(c)=(a)+(b)	(d)	(a)-(d)
Résultat Courant	63 437	-16 696	46 741	14 692	48 745
Résultat Exceptionnel	-637		-637		-637
RESULTAT GLOBAL	62 801		46 104		48 109

(1) dont impôts étrangers pour 651 milliers d'euros.

NOTE 18 - EFFECTIF ET VENTILATION PAR CATEGORIE

NOTE 18 - EFFECTIF ET VENTILATION PAR CATEGORIE	31/12/2017	31/12/2016
Cadres	192	155
Employés	13	11
Total Siège	205	166
Cadres	14	12
Total Agences	14	12
TOTAL	219	178

Les charges de personnel sont intégrées dans les prestations de services AFD (note 13)

NOTE 19 - VENTILATION GEOGRAPHIQUE DU CHIFFRE D'AFFAIRES (en milliers d'euros)

NOTE 19 - VENTILATION GEOGRAPHIQUE DU CHIFFRE D'AFFAIRES	31/12/2017	31/12/2016
France	75 828	68 674
Etranger	232 542	244 306
TOTAL	308 370	312 980

NOTE 20 - ACTIFS ET PASSIFS EN DEVISES (en milliers d'euros)

NOTE 20 - ACTIFS ET PASSIFS EN DEVISES	31/12/2017	31/12/2016
Contrevaieur en Euros des Actifs en Devises	3 021 989	3 439 238
Contrevaieur en Euros des Passifs en Devises	2 650 431	3 063 463
SOLDE ACTIFS ET PASSIFS EN	371 558	375 774

NOTE 21-SITUATION DES PARTS EN CAPITAL SUPERIEURES OU EGALES A 10% DETENUES AU 31/12/2017

NOTE 21 - SITUATION DES PARTS EN CAPITAL SUPERIEURES OU EGALES A 10% DETENUES AU 31/12/2017	PAYS	%
PART SUPERIEURE A 50 %		
RETIRO PARTICIPATION	FRANCE	100.0
TIBA EDUCATION HOLDING BV (détient 16,37% de NADHA EDUCATION SAE)	EGYPTE	100.0
TR PROPASIA	MULTI-PAYS	100.0
PARTS DE 10 A 50 %		
AVERROES FINANCES II	MULTI-PAYS	50.0
AVERROES FINANCES III	MULTI-PAYS	40.0
WADI HOLDING (EUROPRO HOLDING)	FRANCE	35.3
AVERROES FINANCE	MULTI-PAYS	34.3
SEAF INDIA AGRIBUSINESS	INDE	33.4
UNIMED (Kantara Proparco I)	TUNISIE	26.0
CENTRAL AFRICA GROWTH SICAR	MULTI-PAYS	24.5
ACON RENEWABLES BV (hidrotencencias SA)	PANAMA	24.5
ITWORX (IT HOLDING)	EGYPTE	23.9
ADOBE MEZZANINE FUND II	MEXIQUE	23.7
TLG FINANCE SAS (Alios Finance)	MULTI-PAYS	22.8
MC II CONCRETE (TGCC)	MAROC	22.2
CFE TUNISIE	TUNISIE	21,0
TPS (D) LIMITED	TANZANIE	20.5
FEGACE ASIA-SUB FUND	MULTI-PAYS	20.0
ATTIJARI BANK	MAURITANIE	20.0
TUNISIE SICAR	TUNISIE	20.0
BIMR	DJIBOUTI	20.0
UPLINE TECHNOLOGIES	MAROC	20.0
ACON Latin America Oppotunities Fund A	MULTI-PAYS	20.0
GROWTH CATALYST PARTNERS LLC	INDE	19,8
ACON Latin America Oppotunities Fund IV-A, LP	MULTI-PAYS	19.5
KAIZEN PRIVATE EQUITY II PTE LTD	MULTI-PAYS	19.3
AMERICAS ENERGY FUND II CLEAN ENERGY LP	MULTI-PAYS	19.1
CENTRAL AMERICAN MEZZANINE INFRASTRUCTURE FUND II LP	MULTI-PAYS	18,7
GREEN INVESTMENT ASIA SUSTAINBILITY FUND I	MULTI-PAYS	17.8
AFRICA BOVINE LIMITED	MULTI-PAYS	17,4
I & P DEVELOPPEMENT	MULTI-PAYS	16.6
CAURIS CROISSANCE II	MULTI-PAYS	16.6
TIBA ex THEBES EDUCATION HOLDING BV	MULTI-PAYS	16.6
LEAPFROG EMERGING CONSUMER FUND III LP	EGYPTE	16.4
AGRIF Coöperatief U.A.	MULTI-PAYS	15.5
INTER. PRINTING COMPANY (IPC)	TUNISIE	15.2
BOA RDC	CONGO	15.0
TUNINVEST INTERNATIONAL SICAR	TUNISIE	15.0
EMP WAM (FAMWA)	COTE D'IVOIRE	15.0
Angkor Mikroheranhvatho Kampuchea Ltd	CAMBODGE	15.0
SARVA CAPITAL ex LOK II CAPITAL	INDE	15.0
CATALYST FUND II	MULTI-PAYS	14.8
INTAJ CAPITAL II LP	MULTI-PAYS	14.6
TIDE AFRICA LP	MULTI-PAYS	14.2
TRIPLE P SEA FINANCIAL INCLUSION FUND	MAURICE	14.0
ADENIA CAPITAL II ex I&P Capital II	MULTI-PAYS	13.6
AAVISHKAAR FRONTIER FUND	MULTI-PAYS	13.4
FONDS FRANCO-AFRICAIN FPCI	MULTI-PAYS	13.3
SOAGA	MULTI-PAYS	13.2
FRONTIER ENERGY II ALPHA K/S	MULTI-PAYS	13.0
ASHMORE ANDEAN FUND II	MULTI-PAYS	12.8
SONATA	INDE	12,5
I&BANK (Banque Commerciale du Rwanda)	RWANDA	12,5
ESPRIT	TUNISIE	12.2
ARGAN INFRASTRUCTURE FUND PCC LLC	MULTI-PAYS	12.2
INDIA AGRI BUSINESS FUND II	INDE	11.4
TUNINVEST INTERNATIONAL LTD	TUNISIE	11.1
EXACTA ASIA INVESTMENT II	CAIMANS	11.0
AFRICINVEST	MULTI-PAYS	10.7
CIEL HEALTHCARE LTD	MAURICE	10,4
AFRICAN LION III	MULTI-PAYS	10.1

PROPARCO n'établit pas de comptes consolidés. Elle entre en revanche dans le périmètre de consolidation de l'Agence Française de Développement par la méthode de l'intégration globale.

NOTE 22 - ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES (1)

NOTE 22 - ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES (1)	31/12/2017	31/12/2016
OPERATIONS DE CHANGE A TERME		
Euros à recevoir	0	0
Devises à livrer	0	0

(1) Ces informations ne font pas partie du hors-bilan publiable

A- Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de PROPARCO (soit 6 930 milliers d'euros).

NOTE 23 - TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATION S Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de PROPARCO (soit 6 930 milliers d'euros)		CAPITA L (en K devise)	AUTRES CAPITAUX PROPRES (en K devise)	QUOTE- PART DU CAPITAL DETENUE (en %)	VALEUR COMPTABL E BRUTE	VALEUR COMPTABL E NETTE	DERNIER C.A. HT (en K devise)	DERNIER RESULTAT (en K devise)	Derniers comptes audités
FILIALES détenues à plus de 50 % :									
TR PROPASIA (Multi-pays)	USD	5 088		100,00	7 921 220	7 921 220	386	-165	31/12/2016
TIBA EDUCATION HOLDING BV ex THEBES	EUR	13 207	0	100,00	13 318 083	11 544 126	0	-192	31/12/2016
PARTICIPATION S détenues entre 10 et 50 % :									
AAVISHKAAR FONTIER FUND	USD	Nc	Nc	13,33	7 653 562	7 653 562	Nc	Nc	Comptes non disponibles
ACON Latin America Opportunities Fund A (Multi-pays)	USD	79 043		20,00	7 512 403	7 512 403	167	-614	31/12/2016
ACON Latin America Opportunities Fund IV-A LP (Multi- Pays)	USD	45 525		19,54	11 627 448	11 627 448	1 302	-394	31/12/2016
AFRICA BOVINE LIMITED	USD			17,36	13 353 629	12 494 793	NC	NC	31/12/2016
AGRIF Coöperatief U.A. (Multi-pays)	USD	15 814		15,15	10 191 956	10 191 956	2 425	175	31/12/2016
AMERICA ENERGY FUND II CLEAN ENERGY LP (multi pays)	USD	28 294		19,12	11 868 261	11 868 261	0	-976	31/12/2016
ASHMORE ANDEAN FUND II	USD	NC	NC	12,76	17 026 016	17 026 016	NC	NC	Fond récent
AVERROES FINANCE II (Multi-pays)	EUR	20 673		50,00	15 000 000	14 040 822	0	-453	31/12/2016
AVERROES FINANCE III (Multi-pays)	EUR	6 721		40,00	30 000 000	30 000 000	32	-638	31/12/2016
BRITAM	EUR	NC	NC	21,00	20 000 000	20 000 000	NC	NC	SPV récente
CAPSQUARE ASIA PARTNER FUND II LP	USD	NC	NC	25,42	12 494 794	12 494 794	NC	NC	Fond récent
CATALYST FUND II	USD	NC	NC	14,55	12 604 680	12 604 680	NC	NC	Fond récent
CAURIS CROISSANCE II (Multi-pays)	EUR	38 204	0	16,58	7 995 143	7 518 244	4 623	3 624	31/12/2016
CENTRAL AMERICAN MEZZANINE INFRASTRUCTU RE FUND II LP (MP)	USD	26 092		18,66	8 360 746	8 360 746	6 181	-225	31/12/2016
DARBY LATIN AMERICAN PRIVATE DEBT FUND III LP	USD	NC	NC	18,86	16 659 725	16 659 725	NC	NC	Fond récent
EXACTA ASIA INVESTMENT II	USD	NC	NC	11,00	16 660 418	16 660 418	NC	NC	Fond récent
FOND FRANCO AFRICAIN FPCI	EUR	NC	NC	13,16	10 000 000	10 000 000	NC	NC	Fond récent
FRONTIER ENERGY II ALPHA K/S	USD	NC	NC	12,83	12 549 307	12 549 307	NC	NC	Fond récent
GROWTH CATALYST PARTNER LLC	USD	9 393		19,75	8 681 939	8 681 939	0	-714	31/12/2016
INDIA AGRI BUSINESS FUND II	USD	29 829	0	11,11	8 491 517	8 491 517	0	4 084	31/12/2016
LEAPFROG EMERGING	USD	NC	NC	15,52	16 711 147	16 711 147	NC	NC	Fond récent

CONSUMER FUND III LP									
MC II CONCRETE (TGCC)	EUR	NC	NC	22,22	10 000 000	10 000 000	NC	NC	SPV récente
PARTICIPATIONS détenues à moins de 10 % :									
ABRAAJ Global Credit Fund LP	USD	NC	NC	9,17	16 694 276	16 694 276	NC	NC	Fond récent
ABRAAJ Growth Markets Health Fund LP	USD	398		1,18	9 105 871	9 105 871	24	-7	30/06/2017
ABRAAJ North Africa Fund II LP	USD	193		5,33	16 545 210	16 545 210	36	31	31/12/2016
ACTIVA FINANCES	EUR	12 482		2,50	9 999 954	9 999 954	4 714	2 700	31/12/2016
AFRICAN INFRASTRUCTURE INVESTMENT FUND II	USD	235 115		3,94	7 619 465	7 619 465	20 824	15 571	31/12/2016
AFRICINVEST III	EUR	119	0	5,50	9 968 096	9 968 096	0	-5 400	31/12/2015
AGRI VIE FUND II	USD	368		9,96	8 365 934	8 365 934	0	-735	28/02/2017
ARMSTRONG South-East Asia Clean Energy Fund	USD	129 824		7,91	9 658 020	9 658 020	6 290	8 723	31/12/2016
AZURE POWER GLOBAL LTD	INR	14 526 859		3,41	11 031 281	10 620 357	4 182 985	-1 452 571	31/03/2017
BANCO PINE	BRL	1 148 200		1,81	10 763 032	1 852 757	674 886	14 301	31/12/2016
BANK OF AFRICA GROUP	EUR	NC		3,84	9 912 130	9 912 130	469 690	113 310	31/12/2016
BYBLOS BANK SAL	LBP	2 719 435 000	0	1,20	11 122 646	11 122 646	1 021 290 000	249 235 000	31/12/2016
CIEL LIMITED	MUR	23 584 056		3,74	8 167 608	8 167 608	18 532 552	1 181 934	30/06/2017
CREED HEALTHCARE HOLDCO LTD	USD	299 364		7,50	13 256 739	13 256 739	749	632	31/12/2016
ECP Africa Fund IV LLC	USD	NC	NC	5,13	8 697 041	8 697 041	NC	NC	Comptes non disponibles
EUROMENA III LP	USD	2	-3 172	6,64	8 792 064	8 792 064	1 232	-3 378	31/12/2016
FALCON HOUSE PARTNERS FUND II	USD	70 444	0	3,76	13 003 964	13 003 964	0	-10 968	31/12/2016
Fan Milk International A/S	USD	77 900		4,83	7 304 768	6 292 048	151 500	0	Comptes audités non disposés/reporting management
INDORAMA FERTILIZER & CHEMICALS LTD (IEFCL)	USD	424 744		8,19	18 419 598	16 659 725	69 400	24 568	31/12/2016
INTAJ CAPITAL Limited (Multi-pays)	USD	99 082	0	7,24	8 304 391	4 153 518	1 334	397	31/12/2016
JS PRIVATE EQUITY FUND (Pakistan)	USD	17 599	-2 288	7,31	7 475 390	5 016 729	10 086	-239	31/12/2016
MEDITERRANIA CAPITAL III	EUR	NC	NC	0,17	10 000 000	10 000 000	NC	NC	Fonds récent
NSL Renewable Power Limited (Inde)	INR	933 676		3,30	10 505 354	2 181 128	774 626	-139 971	31/03/2016
ORAGROUP (Multi-pays)	XOF	68 535 594	0	9,92	12 038 825	12 038 825	11 036 544	5 715 656	31/12/2016
PROCREDIT (Multi-pays)	EUR	646 035		2,50	14 981 655	14 981 655	259 345	61 009	31/12/2016
QUADRIA CAPITAL FUND	USD	163 517	0	5,00	13 204 656	13 151 377	31 138	24 927	31/12/2016
SINO-FRENCH SME FUND II	USD	NC	NC	4,50	10 000 000	10 000 000	NC	NC	Fonds récent
VOLTALIA SA	EUR	360 979	0	4,11	14 999 995	14 999 995	2 746	3 503	31/12/2016
TOTAL					616 619 956	585 460 255			

B- Renseignements globaux sur les autres titres, dont la valeur brute n'excède pas 1 % du capital de PROPARCO.

Renseignements globaux sur les autres titres, dont la valeur brute n'excède pas 1 % du capital de PROPARCO	VALEUR COMPTABLE BRUTE	VALEUR COMPTABLE NETTE
FILIALES FRANCAISES	23 622	15 256
<i>Filiales détenues à plus de 50%</i>	22 622	14 256
<i>Filiales détenues à moins de 10%</i>	1 000	1 000
FILIALES ETRANGERES	0	0
PARTICIPATIONS DANS LES SOCIETES FRANCAISES (dont brut >10% = 1000000)	7 045 735	7 000 000
<i>Participations détenues à moins de 10%</i>	1 045 735	1 000 000
<i>Participations détenues entre 10 et 50%</i>	6 000 000	6 000 000
PARTICIPATIONS DANS LES SOCIETES ETRANGERES (dont brut >10% = 54020752)	200 502 425	175 516 030
<i>Participations détenues à moins de 10%</i>	84 851 974	74 752 236

Participations détenues entre 10 et 50%	115 630 451	100 763 794
PARTICIPATIONS POUR COMPTE DE TIERS	0	0
	207 571 782	182 531 286

V) Rapport général des commissaires aux comptes

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

Aux actionnaires

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société PROPARCO S.A. relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilité des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment, nous n'avons pas fournis de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Le provisionnement des risques de crédit constitue un domaine d'estimation comptable significative dans toute activité bancaire : votre société comptabilise des dépréciations sur les prêts aux établissements de crédit et à la clientèle pour couvrir les risques inhérents à ses activités, tel que décrit en notes 2.3, 2.6 et 6 de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné le dispositif de

contrôle relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture par des dépréciations ou des provisions sur base individuelle ou collective.

- Concernant l'activité de prises de participation, votre société comptabilise des dépréciations sur titres et des provisions tel que décrit en notes 2.4, 2.6 et 6 de l'annexe. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des estimations significatives s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par la société pour identifier et évaluer les risques, ainsi que sur l'examen des informations présentées par votre société, pour évaluer ces dépréciations et constituer ces provisions.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du Code du commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du Code du commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlé par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Responsabilité de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit

interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code du commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article L.823-16 du Code de commerce confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaires aux comptes.

Paris La Défense, le 6 avril 2018

Courbevoie, le 6 avril 2018

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

MAZARS

Pascal Brouard

Nicolas De Luze

Associé

Associé

Le rapport de gestion 2017 est tenu à la disposition du public au siège social.